

Point de Presse du Conseil d'Etat

13 mars 2013

La version Internet fait foi

M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat

M. François Longchamp, conseiller d'Etat

Mme Michèle Künzler, conseillère d'Etat

Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat

Sommaire

Genève-Confédération	4
Imposition à l'étranger : oui à l'accord FATCA entre la Suisse et les Etats-Unis	4
Non à la reconduction et à l'extension de la clause de sauvegarde dans le cadre de l'Accord sur la libre circulation des personnes	4
Oui à la révision des ordonnances sur l'assurance-maladie et sur les prestations de l'assurance des soins	5
Redevance sur le trafic des poids lourds : Genève favorable à une simplification de la procédure	5
Loi fédérale sur les publications officielles : avis favorable avec réserves	6
Genève	7
Adoption d'un projet de loi modifiant la loi sur les transports publics	7
Projet de loi pour améliorer l'accès à la propriété de son logement	8
Aide au logement : modification du règlement	8
Adoption du règlement de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève	9
Création d'une direction générale de l'enseignement obligatoire pour la rentrée 2013	9
Aide financière à l'Association Quartz Genève Zürich	10
Exposition Enfances Volées	10
Soutien au projet de l'association LEPA	11
Adoption du plan général d'évacuation des eaux de Collex-Bossy	11
Condoléances suite au décès de Mme Beatriz Consuelo	11

Imposition à l'étranger : oui à l'accord FATCA entre la Suisse et les Etats-Unis

Consulté par le Département fédéral des finances au sujet de l'[accord FATCA](#) (*Foreign Account Tax Compliance Act*) et du [projet de loi fédérale relative à son application](#), le Conseil d'Etat considère qu'il n'y a pas d'autre choix que d'approuver ce dispositif, sans lequel la position concurrentielle de la place financière suisse serait péjorée, puisque les établissements financiers seront de toute façon contraints d'appliquer FATCA. Le Conseil d'Etat salue en outre le fait que la convention bilatérale de double imposition devra finalement être ratifiée par les Etats-Unis pour effectuer les demandes groupées prévues dans l'accord FATCA.

Pour mémoire, la loi fiscale américaine FATCA vise à permettre l'imposition par les Etats-Unis de tous les comptes détenus à l'étranger par des personnes soumises à l'impôt. A cette fin, elle exige que les établissements financiers étrangers s'enregistrent auprès des autorités financières américaines et s'engagent à identifier les personnes soumises à l'impôt aux Etats-Unis et à communiquer périodiquement des renseignements à l'autorité fiscale américaine. La Suisse et les Etats-Unis ont signé, le 13 février 2013, un accord sur la base du modèle 2, qui prévoit des assouplissements dans l'application de la loi FATCA.

Le gouvernement genevois relève que ce modèle 2 ne prévoit ni échange direct d'informations entre les autorités helvétiques et américaines, ni réciprocité, et qu'il ne peut par conséquent être assimilé à l'échange automatique d'informations. Ce fait constitue un avantage face à l'Union européenne (UE), qui pourrait revendiquer des concessions de même ampleur.

Le Conseil d'Etat estime toutefois que si le modèle 2 octroie aux établissements financiers une phase d'adaptation nécessaire, notamment face aux revendications de l'UE, dans l'hypothèse où il s'agirait d'une solution transitoire. Lorsque les avoirs de la clientèle étrangère des banques suisses auront été déclarés dans le cadre de la stratégie de « l'argent propre », rien ne s'opposera à ce que soit accepté le principe de l'échange automatique d'informations que de nombreux pays réclament et, par conséquent, l'adoption par la Suisse du modèle 1 prévu pour l'application de FATCA.

*Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Andenmatten Louis, secrétaire générale adjointe, DF,
☎ 022 327 98 02.*

Non à la reconduction et à l'extension de la clause de sauvegarde dans le cadre de l'Accord sur la libre circulation des personnes

Consulté par la Conférence des gouvernements cantonaux (CdC), le Conseil d'Etat a affirmé son soutien au projet de prise de position de la CdC qui s'oppose à la reconduction et à l'extension de la clause de sauvegarde actuellement en vigueur pour huit membres de l'Union européenne (UE).

Le Conseil d'Etat a réaffirmé les effets bénéfiques de la libre circulation des personnes pour la croissance de notre économie et la prospérité de notre pays. L'économie genevoise ne pourrait d'ailleurs pas fonctionner sans recours à la main d'œuvre étrangère.

Il a rappelé que le contingentement de l'immigration en provenance des Etats de l'UE ne provoquerait aucune diminution notable des flux migratoires mais risquerait en revanche de détériorer notablement nos relations avec notre premier partenaire économique.

Le Conseil d'Etat a rappelé sa conviction qu'une application pleine et entière des mesures d'accompagnement est le meilleur moyen pour lutter contre d'éventuels abus liés à la libre circulation des personnes. A cet égard, il demande un renforcement des moyens mis à disposition par la Confédération.

*Pour toute information complémentaire : M. Laurent Paoliello, secrétaire général adjoint, DSE,
☎ 079 935 86 75.*

Oui à la révision des ordonnances sur l'assurance-maladie et sur les prestations de l'assurance des soins

Le Conseil d'Etat a répondu à la [consultation](#) relative à la révision partielle de l'ordonnance sur l'assurance-maladie (OAMal) et de l'ordonnance sur les prestations de l'assurance des soins (OPAS) initiée par le Département fédéral de l'intérieur.

Dans ce cadre, il approuve l'admission des neuropsychologues en tant que fournisseurs de prestations prodiguant des soins sur prescription ou sur mandat médical, au sens de la loi fédérale sur l'assurance-maladie (LAMal). Cette nouvelle disposition est en accord avec la législation genevoise, qui soumet l'exercice de la profession de neuropsychologue à autorisation et surveillance de l'Etat depuis 2001 déjà.

Par ailleurs, le Conseil d'Etat salue l'adaptation permettant aux médecins traitants de facturer l'exécution d'analyses médicales lors d'une consultation à domicile ou dans un établissement médico-social (EMS). Ces analyses sont déjà pratiquées pour surveiller l'état de santé des malades chroniques et/ou en cas d'urgence. Désormais, les médecins pourront les effectuer en dehors de leur cabinet.

Pour toute information complémentaire : Professeur Jacques-André Romand, médecin cantonal, direction générale de la santé, DARES, ☎ 022 546 50 00.

Redevance sur le trafic des poids lourds : Genève favorable à une simplification de la procédure

Le Conseil d'Etat a répondu favorablement à une [consultation](#) lancée par le Département fédéral des finances concernant la modification de l'[ordonnance relative à la redevance sur le trafic des poids lourds \(ORPL\)](#).

Fondée sur les expériences recueillies au cours des douze années qui se sont écoulées depuis l'introduction de la [redevance poids lourds liée aux prestations \(RPLP\)](#), la présente révision vise notamment à :

- adapter et simplifier la procédure de perception de la redevance pour les services des douanes ;
- créer la possibilité de prendre des mesures permettant d'empêcher les abus ou de les découvrir.

Les recettes RPLP resteront inchangées, car les modifications proposées ne devraient générer ni diminution ni augmentation.

Pour toute information complémentaire : M. Benoît Pavageau, directeur de la direction des transports collectifs, direction générale de la mobilité, DIME, ☎ 022 546 78 03.

Loi fédérale sur les publications officielles : avis favorable avec réserves

Le Conseil d'Etat a répondu à la procédure de consultation relative au projet de modification de la loi fédérale sur les publications officielles.

Si le gouvernement est globalement favorable au développement des publications numériques, il exprime néanmoins quelques réserves sur certaines questions relatives à la sécurité du droit et à la protection des données personnelles. Il convient d'être particulièrement attentif aux conséquences de l'abandon de la primauté de la version imprimée d'un texte officiel sur sa version électronique.

Pour toute information complémentaire : Mme Anja Wyden Guelpa, chancelière d'Etat, CHA, ☎ 022 327 95 09.

Adoption d'un projet de loi modifiant la loi sur les transports publics

Le Conseil d'Etat a adopté à l'intention du Grand Conseil un projet de modification de la loi sur les Transports publics genevois (LTPG).

Le **3 mars 2013**, les citoyennes et citoyens genevois ont accepté par 61'127 voix (55,8%) contre 48'349 (44,2%) l'initiative populaire « Stop aux hausses des tarifs des Transports Publics Genevois ! » (IN 146). Selon l'article 36, alinéa 4 de la LTPG ainsi révisée, il appartient désormais au Grand Conseil d'adopter toute modification des tarifs ou tout nouveau type de tarifs des Transports publics genevois (TPG), qui sont désormais fixés dans la loi.

La mise en œuvre des nouveaux tarifs et catégories tarifaires prévus par l'IN 146 soulève un certain nombre de problèmes d'application, tant techniques que pratiques, et de cohérence globale du système de ventes des TPG, tout en prônant fortement le maintien de la [communauté tarifaire intégrale Unireso](#), à laquelle les usagers genevois sont très attachés. C'est la raison pour laquelle le Conseil d'Etat a transmis au Grand Conseil un projet de loi modifiant la LTPG, afin d'y apporter les corrections tarifaires indispensables à sa bonne application.

Le Conseil d'Etat a procédé à plusieurs corrections. Parmi celles-ci, la plus importante concerne le tarif junior pour l'acquisition d'abonnements par les jeunes adultes jusqu'à 25 ans. En effet, en portant à 18 ans la catégorie des juniors, l'initiative pénaliserait financièrement les jeunes entre 18 et 25 ans.

A travers le présent projet de loi, le Conseil d'Etat estime donc faciliter la mise en œuvre de l'initiative, dans le respect de la volonté populaire exprimée à travers les urnes. Le projet de loi supprime les effets négatifs qui étaient à craindre quant à la fréquentation du réseau des transports collectifs genevois en cas d'application intégrale des mesures souhaitées par l'IN 146. La problématique de la compensation des coûts globaux induits par la mise en œuvre de la volonté populaire, évalués à ce jour à plus de 20 millions de francs par an, demeure cependant pleine et entière.

Les recours au sujet de l'IN 146, pour lesquels le Conseil d'Etat réserve ses commentaires à la Chambre administrative, n'ont pas d'impact direct sur le dépôt de ce projet de loi au Grand Conseil.

Annexes : [Nouvelle grille tarifaire proposée par le projet de loi](#).

[Explications détaillées sur les modifications proposées par le projet de loi](#).

Pour toute information complémentaire : M. David Favre, secrétaire général adjoint, DIME, ☎ 022 327 96 05.

Projet de loi pour améliorer l'accès à la propriété de son logement

Le Conseil d'Etat a adopté un projet de loi (PL) visant à rendre plus équitables les conditions d'accès à la propriété dans les zones de développement. Le PL, qui est soumis au Grand Conseil, propose principalement d'assurer que chaque appartement vendu en propriété par étage (PPE) en zone de développement soit réellement occupé par son propriétaire. Il s'agit ainsi de mettre un terme à certaines pratiques, constatées au cours des dernières années, qui contournent les objectifs de la loi générale sur les zones de développement (LGZD).

Comme il l'a annoncé le 20 février dernier à l'occasion de l'adoption du projet de plan directeur cantonal 2030 (voir [point de presse](#)), le Conseil d'Etat entend permettre à la population genevoise de se loger à prix décent dans des habitations de qualité. Le projet de loi adopté ce jour participe de cette ambition. Il concerne spécifiquement l'accession à la propriété en zone de développement (ZD) et s'adresse donc en priorité à la classe moyenne. L'accession à la propriété en ZD permet en effet aux familles de cette catégorie de la population d'acquérir un bien immobilier de qualité et à un prix raisonnable dans notre canton. Ce système leur permet d'une part de réduire progressivement la charge due au logement par un amortissement de leur investissement, et d'autre part de choisir le placement d'une partie de leur 2^e pilier de retraite dans un investissement particulièrement sûr.

Les prix autorisés par l'Etat pour les PPE en ZD sont très avantageux comparés à ceux du marché. Ces prix, contrôlés pendant dix ans, sont rendus possibles par l'imposition d'un prix de vente maximal pour le terrain. Cette restriction du droit de la propriété est admise en raison de l'intérêt général qu'elle permet de poursuivre, à savoir la mise à disposition de logements accessibles pour toutes les catégories de la population.

Malheureusement, dans un nombre significatif de cas, le but de la LGZD a été détourné. Un grand nombre de PPE ne sont pas occupés par leurs propriétaires et ont été acquis ou gardés à des fins spéculatives. En effet, au-delà de la période de contrôle des prix par l'Etat, ces appartements assurent de confortables plus-values à leurs propriétaires. Cette tendance ne répond pas aux objectifs d'intérêt public voulus par le législateur en 1972. Le projet de loi déposé ce jour par le Conseil d'Etat devrait rétablir la situation et permettre, chaque année, à des centaines de familles genevoises d'accéder à la propriété.

Pour toute information complémentaire : M. François Longchamp, conseiller d'Etat, en contactant M. Bernard Favre, secrétaire général adjoint responsable de la communication, DU, ☎ 022 546 54 10 ou 079 215 80 58.

Aide au logement : modification du règlement

Le Conseil d'Etat a modifié le règlement d'exécution de la loi sur le revenu déterminant le droit aux prestations sociales cantonales (RDU) et le règlement d'exécution de la loi générale sur le logement et la protection des locataires. Ces modifications font suite à l'approbation par le corps électoral genevois, le 19 mai 2005, d'une modification de la loi générale sur le logement et la protection des locataires du 4 décembre 1977, qui entre en vigueur le 1^{er} avril 2013.

Pour mémoire, la nouvelle législation prévoit principalement l'application du RDU aux prestations d'aide au logement. De même, elle augmente de deux points les taux d'efforts légalement admis. Par ailleurs, elle interdit désormais le cumul entre l'allocation de logement ou la subvention personnalisée habitation mixte (HM) d'une part, et les prestations complémentaires fédérales et cantonales AVS/AI d'autre part.

Pour toute information complémentaire : Mme Marie-Christine Dulon, directrice, office du logement, DU, ☎ 022 546 65 13.

Adoption du règlement de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève

Le Conseil d'Etat a adopté le règlement général de la Caisse de prévoyance de l'Etat de Genève (CPEG), instituée par la loi votée par le Grand Conseil le 14 septembre 2012 et approuvée en [votation référendaire](#) le 3 mars 2013.

La CPEG réunira, dès le 1^{er} janvier 2014, la Caisse de prévoyance du personnel enseignant de l'instruction publique et des fonctionnaires de l'administration cantonale (CIA) et la Caisse de prévoyance du personnel des établissements publics médicaux du canton de Genève (CEH). Le règlement initial adopté par le Conseil d'Etat permettra le démarrage des activités de la CPEG, après quoi le comité de la caisse sera seul habilité à le modifier.

Alors que la loi du 14 septembre 2012 définit les principes généraux du financement et du fonctionnement de la CPEG, le règlement en précise l'organisation et établit les bases techniques concernant le calcul des prestations. Il fixe à 64 ans l'âge dit « pivot » auquel un assuré a droit à une pleine rente après quarante ans de cotisation, âge ramené à 61 ans en cas d'activité physiquement pénible.

Ce règlement détermine aussi les facteurs de minoration ou de majoration des rentes en cas d'anticipation ou de report de la retraite par rapport à l'âge pivot. Il spécifie enfin le fonctionnement des instances dirigeantes de la caisse ainsi que les modalités des dispositions transitoires prévues par la loi.

*Pour toute information complémentaire : Mme Nadia Borowski, secrétaire générale adjointe, DF,
☎ 022 327 98 11.*

Création d'une direction générale de l'enseignement obligatoire pour la rentrée 2013

La mise en œuvre de l'harmonisation de la scolarité obligatoire à Genève, induite par le concordat HarmoS et la convention scolaire romande, franchit une étape cruciale à la rentrée scolaire 2013. Tous les élèves de la 1^{re} primaire à la 11^e du cycle d'orientation (4 à 15 ans) bénéficieront d'un enseignement en référence au plan d'études romand.

L'objectif vise à assurer de façon cohérente la mise en œuvre de la politique de l'enseignement obligatoire. Dans cette perspective, il est nécessaire d'adapter l'organisation scolaire cantonale à ces nombreux changements. La réorganisation de l'enseignement obligatoire concerne aussi bien le niveau des établissements scolaires – septante-neuf au primaire et vingt au cycle d'orientation (CO) – qui doivent à terme bénéficier d'une plus grande autonomie de gestion, que celui des directions générales du primaire, du CO, mais aussi de l'office médico-pédagogique.

Dans un message adressé au Grand Conseil le 18 décembre 2008 (exposé des motifs du projet de loi prévoyant l'adhésion du canton au Concordat HarmoS), le gouvernement avait alors fait part de son intention d'instaurer une direction générale de l'enseignement obligatoire (DGEO). Cet objectif a été retenu dans le programme de législature du Conseil d'Etat.

Grâce à celle-ci, le plan d'étude romand, les moyens d'enseignement romands, les futures épreuves cantonales et intercantionales, l'évolution des grilles horaires, mais encore la formulation des projets d'établissement et le développement du réseau d'enseignement prioritaire (REP) ainsi que le rôle des conseils d'établissement pourront être coordonnés dans la perspective du processus d'harmonisation romand et suisse.

« Harmoniser » l'enseignement obligatoire genevois dans le sillage de l'harmonisation scolaire, du nouvel horaire scolaire (introduction du mercredi pour les 8-12 ans dès 2014) et du nouveau cycle d'orientation exige

une vision globale placée sous une direction générale unique. Elle concernera aussi tout particulièrement la vie des élèves lors des transitions d'un niveau d'enseignement à l'autre.

La création de cette direction générale plaçant l'enseignement et le parcours des élèves au centre de la démarche est accompagnée d'une volonté de conserver une identité forte à l'enseignement primaire et au cycle d'orientation et d'un renforcement de la coopération entre le CO et l'enseignement postobligatoire.

L'insertion des élèves dans les filières du postobligatoire sont, comme le statut unique des enseignants du secondaire dans notre canton, des priorités à renforcer.

La création d'une DGEO constitue un changement d'organisation majeur pour le département de l'instruction publique, de la culture et du sport et correspond à une évolution indispensable du système de formation genevois.

Pour toute information complémentaire : M. Charles Beer, président du Conseil d'Etat, en contactant Mme Teresa Skibinska, secrétaire générale adjointe, DIP, ☎ 022 546 69 35 ou 079 503 77 99.

Aide financière à l'Association Quartz Genève Zürich

Le Conseil d'Etat a octroyé une aide financière de 97'500 francs pour l'année 2013 à l'Association Quartz Genève Zürich, responsable de l'organisation de la cérémonie des Prix du Cinéma suisse, le 23 mars au Bâtiment des forces motrices ainsi que de la Semaine des nominés, ensemble de manifestations festives et grand public.

L'Association Quartz Genève Zürich a pour objectif de faire mieux connaître la diversité de la création cinématographique suisse. C'est pourquoi elle a mis en place, du 19 au 25 mars 2013, les projections des films nominés à un tarif préférentiel, des rencontres et des tables rondes avec les professionnels du cinéma et un grand brunch festif et gratuit ouvert à tous.

Pour toute information complémentaire : Mme Joëlle Comé, directrice du service cantonal de la culture, DIP, ☎ 022 546 66 70.

Exposition Enfances Volées

Le Conseil d'Etat a décidé de financer l'organisation de l'exposition [Enfances Volées, regards et témoignages d'enfants placés](#), qui se tiendra du samedi 4 mai au dimanche 7 juillet 2013 à St-Gervais Genève Le Théâtre.

L'exposition Enfances Volées – Verdingkinder Reden veut préserver de l'oubli un chapitre de l'histoire suisse et donne la parole à des personnes qui ont été placées dans des familles ou des institutions durant les années 1920 à 1960. Ces témoignages ont été sélectionnés parmi des entretiens réalisés dans le cadre de deux projets de recherche sur le placement d'enfants en Suisse romande et en Suisse alémanique. Les personnes touchées parlent de leur vie et de leurs souvenirs.

Depuis 2009, une dizaine de cantons a déjà accueilli cette exposition itinérante. Chaque étape donne un aperçu des spécificités locales de l'histoire du placement d'enfants.

Un programme d'événements, comme des tables-rondes, des visites guidées ou encore des soirées thématiques, accompagnera l'exposition.

Pour toute information complémentaire : Mme Eléonore Zottos, rédactrice, DIP, ☎ 022 546 69 05.

Soutien au projet de l'association LEPA

Le Conseil d'Etat a accordé une aide financière de 60'000 francs à l'association [LEPA](#) (Ligue des enseignants et des parents albanais « Naim Frashëri » en Suisse) pour son projet « Développement des connaissances de la langue d'origine pour les enfants des familles albanophones établies à Genève ».

Le financement octroyé contribue à organiser les cours complémentaires de langue et de culture d'origine pour les enfants des familles albanophones et ainsi permettre aux élèves de consolider leur éducation de base dans leur langue maternelle, de renforcer leur identité culturelle et de faciliter le processus d'apprentissage du français grâce à une bonne connaissance de leur langue première.

Pour toute information complémentaire : M. Steve Cassard, coordinateur de projets, bureau de l'intégration des étrangers, DS, ☎ 022 546 74 86.

Adoption du plan général d'évacuation des eaux de Collex-Bossy



Le Conseil d'Etat a adopté le plan général d'évacuation des eaux (PGEE) de la commune de Collex-Bossy.

Le PGEE, qui remplace le plan directeur des égouts communal datant de 1974 en tant qu'outil de planification de l'assainissement des eaux, fixe dans un plan d'actions l'ensemble des mesures à réaliser sur le territoire communal en matière de gestion et d'évacuation des eaux usées et pluviales à l'horizon des quinze à vingt prochaines années.

Les actions à entreprendre sur le territoire de Collex-Bossy sont relativement modestes, car la commune a déjà réalisé son réseau d'assainissement des eaux en système séparatif, l'a régulièrement entretenu et n'entend pas développer son réseau.

Avec les communes de Gy, Meinier, Presinge, Bellevue, Genthod et Pregny-Chambésy – dont les PGEE ont été adoptés en 2012 (voir points de presse du [9 mai](#) et du [27 juin](#)) –, sept des quarante-cinq communes du canton disposent désormais d'un tel outil.

Pour toute information complémentaire : M. Frédéric Bachmann, service de la planification de l'eau, DIME, ☎ 022 546 74 26.

Condoléances suite au décès de Mme Beatriz Consuelo

Le Conseil d'Etat a adressé à M. Frédéric Gafner, *alias* Foofwa d'Imobilité, ses plus sincères condoléances suite au décès de sa mère, Mme Beatriz Consuelo, grande dame de la danse contemporaine romande.

Le canton doit à Mme Consuelo le développement de l'Ecole de danse de Genève, où se sont formés des danseurs et chorégraphes professionnels de premier plan, grâce à son enseignement exigeant et généreux. C'est aussi sous son impulsion que s'est créé le Ballet Junior, compagnie préprofessionnelle permettant aux jeunes talents d'émerger.

Son remarquable parcours de danseuse étoile des Ballets de Cuevas, à Monte Carlo, a permis à Mme Consuelo de mener une activité chorégraphique et de formation nourrie par son talent, sa sensibilité d'interprète et par ses échanges avec de grands danseurs. La qualité de son travail lui a valu la

reconnaissance du public, tant genevois qu'international, et le Prix quadriennal de la Ville de Genève pour les arts du spectacle.

Le gouvernement est profondément reconnaissant à Mme Consuelo pour l'élégance, la passion et l'ouverture qu'elle a su donner à la vie culturelle romande.